



HAL
open science

Un journal de combats

Guillaume Roubaud-Quashie

► **To cite this version:**

Guillaume Roubaud-Quashie. Un journal de combats. Guillaume Roubaud-Quashie. Les Lettres françaises. Cinquante ans d'aventures culturelles, Hermann, pp.727-734, 2019, 9791037001641. hal-03752117

HAL Id: hal-03752117

<https://hal.science/hal-03752117>

Submitted on 19 Aug 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Un journal de combats

Les Lettres françaises, par leur couple de cofondateurs – le communiste Jacques Decour et le non communiste Jean Paulhan –, par les structures dont elles émanent – Front national des écrivains puis Comité national des écrivains français (CNE) –, par leur nom même – *Lettres françaises* et non pas *Lettres communistes* – s’inscrivent, d’emblée, dans un cercle dépassant l’univers communiste. Pour autant, *Les Lettres françaises* paraissent liées d’abord et avant tout au Parti communiste, comme si elles étaient une déclinaison culturelle de *L’Humanité*, à l’image du *Figaro littéraire* pour *Le Figaro* quand *L’Humanité* est l’organe central du PCF. Dès lors, *Les Lettres françaises* seraient-elles un journal « au service du Parti » ?

Assurément, dans les premières années, l’identité revendiquée par le journal n’est pas seulement communiste mais, surtout, résistante et antifasciste. En dépit de la variété des formules, quelques mots sobres demeurent à proximité du titre et témoignent de cet ancrage : « Fondateur : Jacques Decour (fusillé par les Allemands) »¹. En outre, *Les Lettres françaises* portent pour sous-titre « organe du Comité national des écrivains français, adhérent du Front national » jusqu’au n°94 (février 1946) et, par-delà le déclenchement de la Guerre froide, le CNE y dispose d’un libre espace éditorial. On sait la place prépondérante que les communistes – et, notamment, Paul Éluard, Louis Aragon et Elsa Triolet – tiennent à l’intérieur de ce Conseil mais ceux-ci n’y sont pas seuls. Jean Paulhan, directeur de la NRF (1935-1940) en est une figure majeure jusqu’en 1946, Jean Cassou en est même le président jusqu’en 1947 puis c’est le chrétien Louis Martin-Chauffier jusqu’en 1952 et Vercors jusqu’en 1956. En pleine année 1953, on y trouve encore Jean-Paul Sartre comme Maurice Druon. Il n’en demeure pas moins que cette identité de rassemblement soulignée ne saurait masquer l’indubitable rétrécissement qu’entraînent les polémiques liées à l’épuration puis, surtout, les vents forts de la Guerre froide. Cela se manifeste symboliquement par la modification d’un élément de sous-titre en 1948 (n°191, janvier 1948) : Jean Paulhan² n’est plus indiqué comme cofondateur du journal, aux

¹ Avec quelques variantes : « Allemands » pouvant se muer en « nazis ».

² Opposé au CNE, en raison, notamment, de la ligne tenue en matière d’épuration. Les polémiques entre le CNE et lui sont tôt vives et publiques. Ainsi, Claude Morgan, alors directeur du journal, lui répond vivement à l’été 1947 : « Sa curiosité intellectuelle n’a d’égale que son anarchisme intellectuel. Mais voilà qu’il nous force soudain à le prendre au sérieux. [...] L’attaque de Jean Paulhan [dans le journal gaulliste *Carrefour*, contre le CNE] est aussi dirigée contre les *Lettres françaises*, ces *Lettres françaises* auxquelles il était naguère si attaché qu’il me demanda, au lendemain de la Libération, de mentionner sur la manchette qu’il en était l’un des fondateurs, ce qui n’était pas tout à fait la vérité puisque les cinq premiers numéros de ce journal parurent sans lui. » (Claude Morgan, « Paulhan ou la fausse ingénue », n°167, 1^{er} août 1947). John Flower, *Autour de la Lettre aux directeurs de la*

côtés du communiste Jacques Decour qui, seul, demeure sur la manchette. Pendant près de 900 numéros et 17 ans³.

Un journal « au service du Parti » ?

Si l’ancrage communiste ne fait pas de doute et s’affirme de plus en plus dès la deuxième moitié des années 1940, le journal ne saurait être classé comme périodique politique. Les dirigeants communistes y sont extrêmement rares et l’actualité politique très peu présente. Ainsi, si Georges Marchais, secrétaire général adjoint du PCF, écrit dans les *Lettres françaises* en 1970, c’est pour saluer la romancière Elsa Triolet (n°1340, 24 juin 1970) – aux côtés de Pablo Neruda ou du président Georges Pompidou – et non pour présenter les orientations générales du PCF.

Plus qu’un relais instrumental ou le simple porte-voix des résolutions du Bureau politique, le journal s’inscrit dans une culture politique communiste *lato sensu*.

Ainsi y perçoit-on les échos de la Guerre froide du côté communiste de la barricade. Prenons un exemple tiré de l’année 1949. Aragon a été privé de ses droits civiques ; une campagne est lancée pour faire échec à cette mesure ; François Mauriac la dénonce. Pierre Daix, rédacteur en chef des *Lettres françaises*, fustige alors le romancier dans un article au titre éloquent : « M. Mauriac est avec la police mais les peuples ont le dernier mot » (n°284, 3 novembre 1949). C’est encore la dénonciation de l’OTAN (« Rome n’a jamais empêché les chrétiens de lutter contre le Pacte atlantique », n°270, 28 juillet 1949), du maccarthysme et des injustices qui sévissent aux États-Unis. *Les Lettres françaises* publient ainsi sur le sujet Roberto Rossellini (« Je suis la preuve vivante de la brutalité d’Hollywood », n°301, 2 mars 1950), Vladimir Pozner (« Il faut sauver les 10 d’Hollywood », n°309, 27 avril 1950), Aragon (« Les derniers jours des Rosenberg », n°471, 26 juin 1953), Herbert Aptheker (« Autodafés d’hier et d’aujourd’hui », n°481, 10 septembre 1953). Le rapport à la culture états-unienne, même en pleine Guerre froide, n’est pas si simple qu’on le dépeint souvent. Si Pierre Daix conspu la « servitude et décadence du roman américain » (n°241, 6 janvier 1949), Jean Kanapa fait l’éloge de Mark Twain, « premier classique » de l’Amérique, dans le même numéro.

Résistance de Jean Paulhan, Pessac/Exeter, Presses universitaires de Bordeaux/University of Exeter Press, coll. « Exeter textes littéraires », 2003.

³ Jean Paulhan est de nouveau mentionné à compter du n°1082 du 27 mai 1965. Ce retour est accompagné, en première page, d’un article de Jean Blanzat (« Le début des *Lettres françaises* ») et de la publication, sous forme d’article (« Contribution à l’histoire du CNE ») d’extraits d’une préface inédite d’Elsa Triolet rédigée dans le cadre des *Œuvres romanesques croisées*.

C'est aussi l'ode répétée à la paix, sous la plume de Maurice Druon (n°441, 27 novembre 1952), Sartre (n°446, 1^{er} janvier 1953) ou Vercors (n°563, 7 avril 1955).

C'est, bien sûr, un écho longtemps très favorable aux pays du socialisme réel et à leurs réalisations. Leurs artistes trouvent, dans ces colonnes, une place qu'on ne leur laisse nulle part ailleurs. Au-delà, ce sont les positions prises par ces pays et leurs dirigeants qui sont souvent louées. Pierre Daix salue le 70^e anniversaire de Staline (n°291, 22 décembre 1949), le poète Charles Dobzynski parle avec quelque émerveillement de la science soviétique à l'heure de la conquête spatiale (« A quoi rêvent les savants soviétiques ? », n°720, 2 mai 1958)...

On y trouve, non moins, des articles de défense et promotion des peuples alors colonisés et de leurs écrivains. Ce sont les « poésies et musiques noires » qui sont présentées aux lectrices et lecteurs du journal en 1949 (n°244, 27 janvier 1949). Si André Wurmser (par exemple, n°344, 4 janvier 1951 ; « Le colonialisme mis à nu », n°603, 19 janvier 1956), Claude Roy (n°285, 10 novembre 1949), Hubert Juin (n°837, 11 août 1960), Yvonne Brunhammer (n°838, 18 août 1960) et bien d'autres saluent ces expressions artistiques, les premiers concernés interviennent directement dans le journal. Ainsi, Léopold Sédar Senghor, en 1946 (« Racisme ou démocratie », n°121, 16 août 1946) comme en 1957 (« Renaissance d'une culture », n°692, 17 octobre 1957), Keita Fodeba en 1949 (« Aube africaine », n°245, 3 février 1949) ou Aimé Césaire, en 1949, avec un texte incisif, « Ce que Renan n'a pas prévu » (n°247, 17 février 1949) ou encore en septembre 1956, « Donnez la parole aux peuples noirs » (n°638, 27 septembre 1956). Il faudrait aussi citer l'acteur et chanteur états-unien Paul Robeson (« Moi aussi, je suis l'Amérique », n°252, 24 mars 1949), l'écrivain indien Balwant Gargi (« Se mieux comprendre », n°555, 17 février 1955) ou l'auteur états-unien James Baldwin (n°1005, 28 novembre 1963) pour mieux donner à voir la tonalité anticoloniale et antiraciste. Celles-ci, auxquels l'intérêt pour les artistes cités ne saurait se réduire, marquent profondément le journal : contre la Guerre d'Indochine (1946-1954), la Guerre d'Algérie (1954-1962) puis la Guerre du Vietnam. Des lettres du jeune marin communiste Henri Martin arrêté pour son opposition à la Guerre d'Indochine sont ainsi publiées en 1952 ; les écrivains algériens ont une présence notable comme Mohammed Dib (notamment n°475, 23 juillet 1953 ; n°602, 12 janvier 1956 ; n°606, 9 février 1956 ; n°860, 26 janvier 1961), Kateb Yacine (notamment n°640, 11 octobre 1956 ; n°645, 15 novembre 1956), ou Mouloud Mammeri (notamment n°667, 18 avril 1957). Dès 1959, l'écrivain vietnamien Nguyễn Đình Thi alerte dans les *Lettres françaises* : « Que se passe-t-il au sud Vietnam ? » (n°758, 29 janvier 1959).

Pour autant, cette proximité politique avec le Parti communiste français et ses combats ne va pas sans nuages ni questions. À l'occasion d'une conférence dédiée à Maïakovski au théâtre de l'Athénée, en février 1947, Elsa Triolet fustige ainsi la presse culturelle de gauche et, notamment, *Les Lettres françaises* où « on se donne les gants de l'impartialité » quand la presse de droite ne promet jamais que des auteurs de son camp. « On [y] loue tout ce qui est loué par la droite, si bien qu'en première page des *Lettres françaises* on peut lire un article de Georges Mounin sur le talent de Koestler. [...] On peut parler du romancier Montherlant, par exemple, mais l'homme de lettres Koestler n'existe pas, et s'il a du talent, c'est dans un autre domaine⁴. » L'orientation des *Lettres françaises* et le niveau de son ancrage politique peuvent également s'inviter dans les instances de direction du Parti communiste français. Le Comité central de Montreuil du PCF (3-4 septembre 1952) est ainsi l'occasion pour Auguste Lecoœur (alors membre du Bureau politique et du Secrétariat), notamment, de reprocher au journal l'insuffisante présence de questions directement politiques. Louis Aragon, pour sa part, s'y fait l'écho de « cette pression qui s'exerce sur moi pour l'insertion dans le journal d'articles politiques » à laquelle il lui semble nécessaire de résister afin que « ce qui est la volonté bien compréhensible de la direction du parti soit traduit dans la langue propre et sur le plan propre des *Lettres françaises*⁵. » On le voit, les relations entre les *Lettres françaises* et la direction du PCF ne peuvent s'envisager d'une façon lisse et mécanique, même au cœur de la Guerre froide. Cette complexité se renforce assurément dans les années 1960 et, notamment, ce qu'il est convenu d'appeler désormais les « années 1968 ». Sous l'impulsion d'Aragon, *Les Lettres françaises* s'engagent en effet résolument dans le mouvement du printemps 1968. L'édition du 15 mai (n°1234), au cœur battant de l'événement, est largement ouverte aux acteurs du Mai étudiant : témoignages, prises de position, tables rondes d'étudiants des deux sexes et de diverses structures (de l'UNEF au Mouvement du 22 mars en passant par les comités d'action)...

Les Lettres françaises sont de plain-pied dans le siècle et s'impliquent dans ses combats. Pour autant, elles le font à une place qui ne va jamais de soi et est elle-même l'objet d'appréciations, de tensions et d'occasions fluctuantes. Avec une plus grande stabilité s'épanouissent dans le journal les batailles politiques relevant très directement des dimensions culturelles. Exemple

⁴ Elsa Triolet, « Maïakovski et nous, pour le dix-septième anniversaire de la mort de Vladimir Maïakovski », in *L'Écrivain et le Livre ou la Suite dans les idées*, Paris/Bruxelles, SALAET/Aden, coll. « Label littérature », 2012, pp. 77-78 [1^e éd. Paris, Éditions sociales, 1948].

⁵ Cité par Pierre Juquin. Aragon. *Un destin français*, t. II, *L'Atlantide. 1939-1982*, Paris, La Martinière, 2013, p. 421.

privilegié, les questions ayant trait à l'édition retiennent durablement l'attention du journal : depuis la campagne visant la promotion et la diffusion du livre dans de larges milieux sociaux, « la bataille du livre » à laquelle le nom d'Elsa Triolet reste attaché (cf. notamment, André Wurmser, « La bataille du livre », n°302, 9 mars 1950) jusqu'à l'opposition à la censure, à la fin de la période (« Vers l'établissement de la censure ? », n°1319, 23 janvier 1970 ; « La censure est toujours debout », n°1358, 4 novembre 1970) ou au questionnement du marché du livre (Francis Crémieux, « Le nouveau scandale Grasset », n°259, 12 mai 1949 comme « La crise du Goncourt ou le commerce du livre », n°1376, 10 mars 1971).

Par-delà ces multiples combats, ce sont trois fortes prises de position qui ont projeté le journal sous les projecteurs du très grand public et dans la mémoire politique de notre pays.

Les grandes affaires des *Lettres françaises*

Pour deux d'entre elles, c'est la Guerre froide qui en constitue le cadre, la Seconde Guerre mondiale l'arrière-plan et les tribunaux la scène.

La première est liée à un ingénieur soviétique, Victor Andreïevitch Kravchenko, chargé d'acquérir du matériel de guerre aux États-Unis pendant la « Grande Guerre patriotique ». Ayant refusé de rentrer en URSS, il devient la pièce maîtresse d'une grande opération de Guerre froide avec son livre : *J'ai choisi la liberté. La vie publique et privée d'un haut fonctionnaire soviétique*. Les pouvoirs publics états-uniens et l'empire de presse Hearst assurent une promotion titanesque à l'ouvrage (publié en 1946 aux États-Unis), vite traduit en 22 langues (dès 1947, en français). À l'automne 1947, *Les Lettres françaises* entreprennent de déconsidérer radicalement le livre vendu à des dizaines et, vite, des centaines de milliers d'exemplaires. Est publié à cette fin un article signé « Sim Thomas » : « Comment fut fabriqué Kravchenko ? » (n°182, 13 novembre 1947). Les véritables auteurs du *best-seller* seraient un groupe d'émigrés mencheviks. L'affaire prend vite une tournure publique parce qu'elle prend une tournure judiciaire : Kravchenko attaque *Les Lettres françaises* en justice. L'écrivain et critique André Wurmser, plume majeure de la presse communiste, redouble l'assaut contre Kravchenko, attirant au journal une nouvelle plainte. Le procès s'ouvre le 24 janvier 1949. L'attention médiatique est très marquée, pendant tout le procès et dès son amont, depuis *Le Figaro* jusqu'à *Sud-Ouest* en passant par des comptes rendus quotidiens à la radio. Conférences de presse et divers épisodes donnent matière à un abondant traitement journalistique : la journaliste de *Franc-Tireur* et fille du rédacteur en chef du même journal, gifle le journaliste communiste

Pierre Courtade au sortir d'une séance du procès ; le journaliste de *Témoignage chrétien* Pierre Debray qui défend *Les Lettres françaises* est désavoué par son journal ; la déposition de l'ex-femme de V. Kravchenko ; l'origine du visa de V. Kravchenko... Selon les mots du journaliste Rémy Roure, dans *Le Monde* (28 janvier 1949), le procès est une « foire, qui attire trois fois par semaine au Palais une foule de curieux, d'avocats, de journalistes du monde entier. »

Les Lettres françaises, avec M^e Joë Nordmann, décident d'affronter le procès dans une posture très offensive, héritage radicalisé, en quelque sorte, de la célèbre formule de l'avocat de Dimitrov au procès de Leipzig, Marcel Willard : *La Défense accuse*⁶... Le journal se noircit de pages enflammées.

Celui qui est présenté comme un correspondant des États-Unis, Sim Thomas, ne se présente pas au procès – de fait, c'est une invention : le véritable auteur de l'article incriminé est l'ancien résistant et déporté André Ullmann. Le rédacteur en chef de 1947, Loys Masson, n'est pas mis en cause. Ce sont le directeur Claude Morgan et le journaliste André Wurmser qui sont seuls au banc des accusés. Le 4 avril, *Les Lettres françaises* sont condamnées. Faiblement : 50 000 F de dommages et intérêts alors que M^e Heiszmann réclamait 10 millions. Appel est néanmoins interjeté. En novembre et décembre 1949, la cour d'appel de la Seine est entourée d'une moindre agitation. Le 8 février 1950, la condamnation des *Lettres françaises* est maintenue.

Dans le même temps, une deuxième affaire judiciaire touche le journal. Elle concerne à nouveau l'Union soviétique. L'ancien déporté David Rousset, ancien communiste devenu trotskiste puis proche de Jean-Paul Sartre, s'est fait connaître du grand public par son ouvrage *L'Univers concentrationnaire*, diversement apprécié par les communistes mais salué par Louis Parrot dans *Les Lettres françaises* (un « livre capital » – n°116, 12 juillet 1946). Il publie en novembre 1949, c'est-à-dire pendant le procès en appel opposant V. Kravchenko aux *Lettres françaises*, dans *Le Figaro littéraire*, un appel aux anciens déportés pour la constitution d'une commission d'enquête sur les camps en URSS. L'ancien déporté Pierre Daix, rédacteur en chef des *Lettres françaises* depuis janvier 1948⁷, y répond en première page du journal : « Vous ne ferez pas des déportés des camps nazis les porte-parole de la guerre d'Hitler », *id est* de la guerre à l'Union soviétique car il n'existe, bien sûr, pas de système concentrationnaire en URSS (n°286, 17 novembre 1949). S'ensuit une défense du « socialisme triomphant » en URSS et les accusations de David Rousset sont qualifiées de trucs, de faux. « Je récuse M. Rousset parce que je l'ai

⁶ L'ouvrage connaît 3 éditions : 1938 (Éditions sociales internationales), 1951 (Éditions sociales) et 1955. Voir aussi : Jean Cassou, « La Défense accuse », n°244, 27 janvier 1949.

⁷ Même si ceci n'est explicitement mentionné sous le titre du journal qu'à partir du n°213 du 17 juin 1948.

convaincu d'être un faussaire dès 1947 et qu'il n'a jamais répondu, que je l'ai convaincu en 1949 d'être un menteur éhonté et qu'il n'a jamais rien répondu et qu'il continue sa sale besogne. » Cette fois, David Rousset attaque le journal et son rédacteur en chef. L'affaire fait grand bruit ; elle est jugée à partir du 25 novembre 1950. Le 12 janvier 1951, le directeur Claude Morgan est condamné à 20 000 francs ; Pierre Daix, à 15 000 ; David Rousset doit toucher 100 000 F de dommages et intérêts. L'appel n'aboutit pas davantage.

Par-delà ces sommes d'argent, ces affaires dans lesquelles *Les Lettres françaises* s'engagent avec ferveur pour défendre la cause soviétique, s'apprentent à leur faire perdre, lourdement, bien du crédit à mesure que l'existence des exactions staliniennes se révélera aux yeux de tous⁸. Ce n'est sans doute pas sans lien, aussi, avec la vigueur de l'engagement du journal *contre* l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie, à l'été 1968 et, dans la durée, pour le printemps de Prague, ses idées et ses promoteurs. Assurément, le journal n'est pas aux antipodes des positions du PCF à l'été 1968 – son bureau politique « réproouve » publiquement l'intervention – mais, pour sûr, il joue une partition singulièrement audacieuse. Aragon signe des textes importants comme « J'appelle un chat un chat » (n°1248, 11 septembre 1968) ou encore « Avez-vous lu *L'Aveu* ? » (n°1270-1271, 12 et 19 février 1969) à l'occasion de la parution du livre du communiste Artur London, victime du procès de Prague (1952). Un article de Vaclav Havel (« Une étrange aventure », n°1270, 12 février 1969) y figure également, précédé par un chapeau incisif : « *La Fête en plein air*, jouée deux ans avant le Printemps de Prague, révélait non seulement un jeune écrivain [Vaclav Havel], mais en même temps un nouveau théâtre [...] et un démontage incroyablement destructeur et efficace de la perversion des mots, des valeurs et des hommes dans la dégénérescence bureaucratique du socialisme. » Un article de l'écrivain Milan Kundera, « La destinée tchèque » (n°1275, 19 mars 1969), particulièrement soutenu par Aragon, est publié dans les semaines qui suivent et annoncé en Une du journal. En novembre, face aux attaques émanant de dirigeants communistes tchécoslovaques, le directeur du journal publie « Les points sur les i » (n°1309, 19 novembre 1969). En 1971, encore, en première page du journal est annoncé un article de Louis Aragon « Est-il vrai ? » (n°1385, 12 mai 1971). « Est-il vrai que le fils du grand poète tchécoslovaque Vítězslav Nezval (mort il y a quelques années

⁸ En 1990, *Les Lettres françaises* de Jean Ristat y reviendront longuement, consacrant un dossier entier à l'affaire Kravchenko. « Comment ne pas avoir vu, entendu, compris ? Pour quelles raisons cette profonde cécité, cette totale surdité idéologiques ? La question se pose pour beaucoup d'entre nous : ce passé nous constitue. Et nous avons à combattre le pire en toute connaissance, en toute clarté. » écrit Henri Deluy, rédacteur en chef, en ouverture du dossier avant un entretien avec Nina Berberova mené par Bernard Noël, le témoignage de Joë Nordmann... Par ailleurs, Claude Morgan, dans ses mémoires, écrit : « lorsque Kravtchenko mourut [en 1966] – et bien que le personnage, en réalité, fût peu sympathique – j'ai pensé écrire un article "Kravtchenko, vous aviez raison !" ». Claude Morgan, *Les « Don Quichotte » et les autres...*, Paris, Guy Roblot, coll. « Cité première », 1979, p. 40.

et qui fut mon ami) vient dans son pays de se tuer volontairement en se jetant d'une fenêtre ? Est-il vrai que ce fait, nulle part mentionné dans la presse de l'actuel gouvernement de Prague, soit tenu secret ? Est-il vrai que ce malheureux enfant, poussé à ce geste par l'état de sa patrie, avait, pour l'expliquer, laissé une lettre qui semble avoir été escamotée ? Est-il vrai que dans cette lettre il demandait que ses cendres soient placées auprès de la sépulture de son père et qu'aucun compte n'a été tenu de sa prière ? Est-il vrai que ceci soit possible dans un pays socialiste ? Et dans le pays de Nezval, poète de l'avenir communiste ? Je n'en souhaite que le démenti. » *Les Lettres françaises* paient cher cette orientation. Les abonnements souscrits dans la plupart des pays socialistes sont rompus, un à un : l'Union soviétique dès janvier 1969 puis la Tchécoslovaquie, la Pologne... Ces prises de position auront sans doute pesé lourd dans le processus qui mène à la disparition des *Lettres françaises* à l'automne 1972.

Guillaume Roubaud-Quashie